

Session des 6 et 7 février 2017

BP 2017

Intervention de Bruno CHEPTOU sur l'insertion

Monsieur le Président, Chers collègues,

Comme chaque année, vous nous présentez le budget consacré à l'insertion, compétence importante de notre collectivité. Permettez-moi, au nom de notre groupe, d'être surpris par le contenu de cette délibération. En effet, voici plus de dix ans que nous intervenons, non pas pour dépenser plus, comme je l'entends parfois dans cette assemblée, mais pour orienter ce budget vers du développement et de l'initiative nouvelle, visant à permettre aux personnes bénéficiaires du RSA de retrouver une véritable insertion dans notre société. Mais au cours de ces débats sur cette thématique, nous entendons de votre part le même refrain « nous allons nous engager pour faire de nouvelles propositions. »

N'est-ce pas le rôle du budget d'orienter la politique et de donner les moyens aux projets pour notre collectivité ?

En 2015, lors de votre discours d'investiture vous affichiez la volonté d'être un département solidaire et à travers votre document d'orientation de mandature, vous aviez la volonté de vous engager dans des projets forts pour le développement sur notre territoire. Certaines de vos propositions à travers ce document émanaient même de notre groupe. Nous nous en félicitons car nous sommes fiers d'être, au sein de cette assemblée, une véritable force de propositions.

Mais pourquoi faut-il attendre 2018, 2019 pour voir apparaître de nouveaux projets dans le champ de l'insertion ?

J'ai lu avec plaisir dans la presse locale que vous ne souhaitiez pas que notre collectivité se résume simplement à l'expression d'une structure comptable et qu'elle *devait*, à travers ses projets, porter une âme.

Depuis 10 ans, (et je ne dis pas qu'il ne se passe rien dans notre département) les sommes consacrées à l'insertion sont principalement-dédiées à la gestion du dispositif allocation du revenu de solidarité active.

Même si vous proposez des moyens financiers identiques à ceux de 2016, au regard de l'évolution depuis 10 ans du nombre des bénéficiaires, il est facile de constater que la valeur relative de notre budget pour les projets et actions d'insertion est en baisse.

Alors quel sens voulons-nous donner et proposer à notre politique de solidarité pour s'engager véritablement dans une politique d'insertion, capable de redonner à chacun une place dans la société ?

Au sein de notre groupe, nous défendons l'idée que le travail et l'activité doivent être le socle de l'intégration dans la société, même si nous savons que l'accompagnement social est souvent nécessaire pour lever les freins à l'embauche et permettre un mieux vivre à chacun.

Je crois que nous sommes nombreux à défendre cette valeur « travail » capable de nous intégrer dans la société, de permettre l'épanouissement et le développement personnel, et garantissant les moyens de vivre par son revenu.

Alors si nous défendrons ensemble cette même conception du vivre ensemble dans une société, comment pouvons-nous au sein du département proposer un budget sensiblement identique à celui de 2016, sans nouveautés pour notre politique d'insertion ?

Voici 30 ans que les acteurs de l'insertion (et ma critique s'adresse à tous ceux qui agissent sur ce domaine et je crois en faire partie) font sensiblement les mêmes choses, toujours avec enthousiasme et énergie. Mais il est aujourd'hui facile de constater le manquement, en termes de résultats quantitatifs, notamment.

Il est temps de changer de dimension, de s'engager dans une autre stratégie visant à de se donner des objectifs clairs, y compris quantitatifs, pour l'efficacité de nos politiques de solidarité.

C'est dans cet esprit que nous vous proposons de réduire le nombre des bénéficiaires du RSA de 2000 personnes dans les trois prochaines années, en investissant dans une politique ambitieuse et volontariste. Cette idée que nous défendons est déjà (en partie) mise en œuvre par certains départements, et je fais notamment référence de celui du Haut-Rhin qui, par une politique ambitieuse, a fait reculer de plus de 3000 le nombre de bénéficiaires du RSA.

Nous avons échangé lors du dernier débat sur cette thématique dans cette même assemblée.

Nous continuons à faire cette même proposition qui s'articule autour de 8 points :

- 1- Développer de nouvelles places en chantier d'insertion : 200 en 2017
- 2- Mettre en place, dès 2017, deux projets de chantiers d'insertion dans l'entreprise
- 3- Développer les clauses d'insertion dans tous les marchés publics (et je note du progrès chez Maine et Loire Habitat) mais nous avons encore des marges de progrès.
- 4- Embaucher 10 agents supplémentaires pour accompagner mieux et plus efficacement
- 5- Travailler avec l'ensemble des filières économiques pour insérer l'insertion dans leur projet d'emploi et de développement
- 6- Mieux accompagner les structures d'insertion de notre département non pas dans un suivi administratif, mais pour travailler avec elles sur des engagements plus qualitatifs et quantitatifs
- 7- Mettre à la disposition de nos territoires notre service d'ingénierie pour construire de nouvelles actions et projets
- 8- S'engager sur deux territoires dans la démarche du territoire « zéro chômeur » visant à imaginer toutes formes d'activités pour proposer aux chômeurs de longue durée, un travail
- 9- Développer les contrats d'apprentissage pour les bénéficiaires du RSA

C'est pour cela que notre groupe vous propose un amendement à votre budget, qui s'articule sur 4 M€. ([détail de l'amendement](#))